BOUMERDÈS

Le «terrorisme» de l'administration

Un leader politique de l'opposition critiquant l'administration algérienne disait il y a une vingtaine d'années : «L'administration algérienne ne s'inquiète pas de la prise en charge des préoccupations des citoyens mais par contre elle s'efforce d'exercer un contrôle sur la population.» En 2013, des responsables et pas des moindres usent de termes virulents contre cette administration.

Un officier supérieur, avec qui nous discutions fortuitement de l'après-terrorisme, déversa sa colère contre cette administration et nous dira sous le sceau de la confidence : «Le terrorisme est dans l'administration.»

Il n'est malheureusement pas le seul à penser ainsi. Tous les Algériens le savent, l'administration algérienne est malade du monstre qu'elle a enfanté : la bureaucratie. Et si le gouvernement, auquel il est illusoire d'arracher un quelconque aveu de faiblesse même s'il est avéré, consent finalement à parler de réhabilitation des services publics, c'est que la dégradation au sein de ces services a atteint son comble.

Conscient qu'une partie de son impopularité vient des tracas causés aux citoyens, ce gouvernement tente, à la veille d'un scrutin électoral crucial pour lui, d'arrondir les angles. Il a, par conséquent, donné des instructions fermes aux walis les obligeant par ailleurs à présenter, à très court terme, des résultats tangibles en matière de facilitation des procédures aux administrés.

Faisant sienne l'instruction numéro 1448 émanant du nouveau ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, le wali de Boumerdès, Kamel Abbès a installé, dès mercredi, une cellule dite de réhabilitation des services publics administratifs. Cette nouvelle instance, présidée par le chef de l'exécutif, est composée du SG de la wilaya, de 2 directeurs exécutifs, de l'inspecteur général, de 4 chefs de daïra, de 4 maires et 4 SG communaux ainsi que de 2 membres de l'APW.

Lors de la cérémonie d'installation, Kamel Abbès a insisté sur l'importance de la communication en direction des citoyens pour leur expliquer toutes les procédures administratives.

Pour le chef de l'exécutif de Boumerdès, cette cellule commencera sa mission par tenter de résoudre des choses modestes avant d'aborder les plus grands tracas qui empoisonnent la vie aux citoyens.

Selon lui, elle investira tous les secteurs d'activité où les citoyens sont partie prenante. Il rappellera en outre qu'elle aura des comptes à rendre mensuellement comme elle est tenue d'étudier les problèmes sur le terrain, d'agir et de faire, de proposer des solutions le cas échéant à la tutelle lorsque le problème dépasse les compétences des autorités locales.

En direction des fonctionnaires, le wali, représentant du gouvernement, a choisi un ton conciliant. Il n'est plus question de sanctions positives ou négatives, «nous devons corriger le comportement de certains fonctionnaires», dira-t-il.

En matière d'actions, il est certain que les responsables composant cette enième instance de l'Etat sont armés de leur bonne volonté et peuvent résoudre bon nombre de problèmes.

Mais tout ce qu'ils feront sera à un moment, complètement démoli par des instructions non transparentes. Leur carrière sera suspendue à l'exécution de ces instructions illégales.

En effet à un moment de la vie du pays comme par exemple la prochaine élection présidentielle, l'administration recevra des instructions politiques, comme cela a été le cas lors des scrutins passés, pour exécuter des tâches de nature politique.

Sa crédibilité se trouvera une nouvelle fois altérée. En son sein, responsables et fonctionnaires se diront «et pourquoi pas nous ?» comme cela a été par le passé.

Or une administration performante est, tous les experts l'attestent, une administration neutre ou même apolitique qui est exclusivement au service de toutes les composantes de la société.

Abachi L.

BLIDA : POUR AVOIR DÉTRUIT DEUX VÉHICULES DE LA POLICE

Six personnes arrêtées à El Affroun

Six personnes ont été arrêtées dans la nuit de mercredi dernier à El Affroun, dans la wilaya de Blida, au motif qu'elles ont détruit deux véhicules de police.

Les éléments de la police étaient intervenus suite à l'appel d'un citoyen qui les avaient alertés après avoir constaté une bataille rangée pour règlement de compte entre deux clans de la cité des 300 logements de la ville d'El Affroun.

La cause de ces échauffourées est, selon la police, une vieille querelle entre un membre d'une famille de cette cité et une autre personne étrangère au quartier. Et c'est dans une véritable vendetta que cette dernière, aidée par des siens armés jusqu'aux dents, est venue se venger contre son adversaire.

Lorsque la police s'est interposée pour mettre fin à la mêlée, quelques belligérants l'ont prise pour cible et ont commencé à lui lancer de grosses pierres, cassant ainsi deux voitures de la Sûreté urbaine d'El Affroun. Il faut dire qu'il a fallu faire appel au renfort pour maîtriser la situation et arrêter les mis en cause, au nombre de six. Pour rappel, un même scénario s'est produit dans cette ville il y a quelques jours.

C'étaient des personnes entièrement ivres qui se sont attaquées à la police pour libérer un des leurs arrêté quelques minutes avant. Conséquences : plusieurs blessés parmi ces derniers et leurs véhicules saccagés.

M. B.

Découverte de deux cadavres

Deux corps sans vie viennent d'être découverts, l'un à Chiffa et l'autre à El Affroun, à l'ouest de la wilaya de Blida. Le premier cadavre est celui d'un jeune homme de vingt ans qui a été retrouvé pendu à un arbre à proximité d'une clinique privée à Chiffa. Le corps a été identifié et la thèse du suicide n'est pas à écarter, nous dit-on.

Quant au deuxième cadavre c'est celui d'un homme de 30 ans environ qui a été découvert par des citoyens aux abords du pôle universitaire d'El Affroun, à 25 kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya. Ne présentant aucun signe d'agression physique ou de torture, toutefois la dépouille n'a pu être identifiée en raison de l'absence de papiers.

Les deux corps ont été transférés à la morgue de l'hôpital d'El Affroun. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour connaître la cause de leur mort.

M. B.

KHEMIS MILIANA

Arrestation de 2 revendeurs de drogue

Exploitant une information faisant état d'un commerce de drogue, du kif traité, les agents de la Brigade anti-stupéfiants ont diligenté une enquête qui a permis d'identifier le principal mis en cause, un homme de 35 ans demeurant à Hay Es Salam, à Khemis Miliana.

Après maintes recherches, les policiers ont fini par l'intercepter et l'interpeller à la sortie est de la ville, non loin du stade semi-olympique, au volant d'un véhicule utilitaire de type DFM, en compagnie d'un autre homme âgé de 32 ans originaire de la commune voisine Aïn Soltane. Après la fouille réglementaire et l'examen du véhicule, les policiers ont découvert 5 plaquettes de kif traité d'un poids total de 444 g et une somme de 42 100 DA, recette du commerce de la drogue.

Les deux individus ont d'abord été placés en garde à vue puis interrogés au siège de la Sûreté de daïra.

Les deux malfrats ont été déférés au parquet de Khemis Miliana à la fin de la semaine écoulée. Le magistrat qui a instruit le dossier après avoir entendu les 2 coaccusés, les a placés en détention provisoire.

Karim O.

AL ATTAF

Un spécialiste des chèques sans provision derrière les barreaux

Les services de la police judiciaire de la Sûreté de la daïra d'El Attaf, viennent de mettre fin aux agissements d'un individu, âgé de 31 ans, demeurant dans la localité de Sidi Bouabida, dans la commune d'El Attaf.

L'individu s'est livré à l'émission d'un chèque, libellé à son propre nom et signé de sa propre main, sans provision dont le destinataire est la Société algérienne des mines, et ce, pour l'acquisition de logements préfabriqués pour un montant de 330 millions de centimes, laquelle société qui, s'étant aperçu de la supercherie, a déposé une plainte pour escroquerie.

L'enquête menée par les éléments de la PJ d'El Attaf et les recherches entreprises, a abouti à l'interpellation du mis en cause au niveau du village agricole d'El Attaf. Interrogé au siège de la Sûreté de daïra, l'accusé s'est révélé être un récidiviste notoire de ce genre de méfaits, spécialiste des chèques sans provision, impliqué déjà plusieurs fois dans ce gendre d'escroquerie.

L'accusé, après avoir été déféré devant le parquet d'El Attaf et entendu par le procureur de la République, a été placé en détention provisoire et écroué.

K. O.

BÉJAÏA

Détournement de 16 millions de dinars à la BEA

Plus d'un milliard et demi de centimes ont été détournés de la BEA de Béjaïa par un ex-cadre de l'agence, avons-nous appris de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

B. S. 50 ans, ex-chef de caisse de la Banque extérieure d'Algérie, aurait approvisionné illégalement et à plusieurs reprises le compte de son acolyte B. N. 47 ans, gérant d'un transit par procuration basé dans la capitale des Hammadites.

C'est sur fond de réclamations de deux victimes, un autre transitaire K. A. natif de la ville de Sétif et de M. A. un émigré, qui se sont plaints auprès de la direction de la banque en question des faux retraits constatés sur leurs comptes respectifs ,qu'une plainte a été déposée par la direction actuelle de la BEA 400 de Béjaïa.

Saisie de l'affaire, la brigade économique de la Sûreté de wilaya n'a pas tardé à élucider les circonstances de cette arnaque et détournement dont le préjudice avoisine les 16 millions de dinars. Les deux complices ont été incarcérés jeudi dernier après leur présentation devant le procureur près le tribunal du chef-lieu de Béjaïa pour fausses écritures, détournement de deniers publics, faux et usage de faux et falsification de documents.

Kamel Gaci

MÉDÉA

Course-poursuite contre le gang de dealers cherchellois

La cellule de communication de la police de Médéa a rendu public récemment, un communiqué faisant état de l'arrestation d'un gang de dealers qui sévissait au cœur des agglomérations de la ville de Médéa.

Selon la police de Médéa, ce fut à l'issue d'une course-poursuite menée au cœur de la ville de Médéa, que fut démantelé le gang de dealers cherchellois, spécialisé dans la détention et la revente de la drogue et de psychotropes, qui sévissait dans les principales agglomérations de Médéa, en utilisant des motos et des véhicules de tourisme.

Selon le communiqué de la police de Médéa, un groupe de quatre malfaiteurs, tous des repris de justice, dont l'âge varie entre 26 à 36 ans, provenant de la wilaya de Tipasa, et principalement de la ville de Cherchell, s'évertuait à revendre de la drogue et des psychotropes , au niveau d'un lieu isolé, sis à proximité du cimetière du lieudit Mordj El Chakir à Médéa.

L'arrestation de cette bande avait permis de dévoiler que ces dealers commercialisaient des comprimés de l'«Artane» et du Kif traité, et que la région de Médéa, offrait un marché juteux et alléchant, sachant que ces jeunes ,sous le prétexte d'effectuer des randonnées en motos n'attiraient l'attention de personne. Malheureusement pour eux, les citoyens de Médéa, furent vigilants et les signalèrent à la police.

Larbi Houari